Fondation Jean Jaurès

International

NOUS AVONS PLUS QUE JAMAIS BESOIN DE NOUS RASSEMBLER POUR PLUS DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

Olivier Bruyeron, François Rebsamen, Rémy Rioux

24/07/2024

Les Françaises et les Français attachent de la valeur à l'action de solidarité internationale par esprit de fraternité, mais aussi parce qu'elle est utile pour notre pays. Olivier Bruyeron, président de Coordination Sud, François Rebsamen, président de Cités Unies France et administrateur de la Fondation, et Rémy Rioux, directeur général du groupe Agence française de développement, rappellent dans cette tribune en quoi la France a des intérêts mutuels avec les pays qu'elle soutient dans le cadre de sa politique de développement solidaire.

Plus de 8 Français sur 10 estiment que l'avenir des pays en développement peut avoir un impact sur leur propre vie. Comme nos homologues européens, trois quarts de nos compatriotes pensent que les défis du monde appellent des réponses collectives, plutôt qu'un repli sur soi. Ces dernières années, 70% des Françaises et des Français se sont dits favorables à ce que la France soutienne les pays en développement, et ils sont de plus en plus nombreux à estimer que notre politique de développement solidaire est efficace[1]. Quelle autre politique publique recueille plus d'adhésion ? L'adoption à l'unanimité de la loi du 4 août 2021 sur le développement solidaire et la lutte contre les inégalités mondiales l'atteste.

Si les Françaises et les Français attachent de la valeur à l'action de solidarité internationale, c'est par esprit de fraternité et d'ouverture, c'est parce que nous avons des intérêts mutuels et aussi qu'elle est utile pour notre pays. Utile pour protéger nos concitoyens, nos voisins et plus largement la population mondiale des conflits, des catastrophes climatiques et de la perte de biodiversité, des crises économiques, alimentaires et parfois sanitaires.

Utile pour agir auprès des populations les plus vulnérables et pour protéger nos biens communs, grâce à la mobilisation au quotidien de millions de nos citoyennes et citoyens, jeunes et moins jeunes engagés avec les organisations non gouvernementales (ONG) françaises et leurs partenaires locaux. Ces ONG agissent ici et dans les pays les plus fragiles grâce au professionnalisme de près

50 000 salariés et volontaires internationaux et au soutien de milliers de bénévoles et de centaines de milliers de donateurs. Elles interviennent en soutien aux dynamiques locales, dans les zones les plus défavorisées, notamment en contexte de crise, là où personne ne va, ici en Ukraine, là autour du lac Tchad. Mues par l'intérêt général, elles renforcent le pouvoir des sociétés civiles en France et dans le monde et leurs impacts améliorent considérablement les conditions de vie des plus fragiles. Les soutenir est indispensable.

Utile car elle mobilise nos collectivités territoriales. La plus-value de leur action internationale est la réciprocité qu'elles tissent entre des territoires du Nord et du Sud pour inspirer de part et d'autre des solutions et des politiques publiques mises en œuvre localement. Si la quasi-totalité des régions, la moitié des départements, toutes les métropoles et beaucoup de petites et moyennes communes du territoire français font de la coopération décentralisée, c'est parce que les valeurs et les résultats de la solidarité internationale sont perceptibles par tous et toutes à l'échelle locale.

Utile car elle permet de mettre à disposition et d'améliorer les savoir-faire français, présents au sein des institutions publiques, des associations ou des entreprises privées, en investissant sur des infrastructures de qualité et durables, sur des systèmes de santé, d'éducation, ou encore d'agriculture durable… Autant de domaines où l'expertise française est mise en valeur, apprend auprès de ses pairs et gagne en reconnaissance, au bénéfice des populations des pays partenaires et des compétences dans nos territoires.

Les banques publiques de développement prennent aussi leur part en investissant avec des prêts et des subventions dans les politiques énergétiques dans les pays émergents, dans la création d'emplois et l'entreprenariat dans les pays plus fragiles, dans leur souveraineté alimentaire, ou encore dans les dynamiques articulant questions de migration et de mobilité avec les enjeux de développement. Elles investissent avec nos partenaires européens, en équipe, pour multiplier notre impact et miser ensemble sur l'avenir. Elles sont des plateformes accueillantes aux projets de tous les acteurs engagés. L'Agence française de développement, depuis 2015, a multiplié par cinq ses financements avec les ONG et par quatre avec les collectivités françaises et mobilise de plus en plus les entreprises françaises.

C'est le message que nous portons ensemble depuis 2015 avec les Objectifs des Nations unies pour le développement durable et l'Accord de Paris pour le climat. L'action de solidarité internationale de la France n'a depuis lors cessé d'augmenter. C'est une fierté et une nécessité tant tout est lié. Cela contribue également au rayonnement des valeurs de fraternité et de solidarité ainsi qu'à la transformation de notre pays. Aussi, à la souveraineté solitaire, nous, acteurs français de la coopération internationale, préférons la souveraineté solidaire, car le monde nous regarde et nous

avons besoin de tous et de toutes pour faire face aux enjeux globaux.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

1. Étude Toluna, Harris Interactive pour l'Agence française de développement, Sondage : l'adhésion des Européens à la solidarité internationale et au développement durable, mai 2024.